

Il est temps de rallumer l'anticapitalisme

Écrit par Daniel Tanuro

Jeudi, 09 Février 2012 23:32 - Mis à jour Jeudi, 09 Février 2012 23:38



Le capitalisme est plongé dans une crise extrêmement profonde. Pas seulement une récession, comme ce système en traverse régulièrement : une sorte de panne historique. Elle résulte de la conjonction de plusieurs contradictions et antagonismes, notamment : la contradiction entre la volonté de réduire les salaires et celle de vendre plus de marchandises ; la contradiction entre l'internationalisation de l'économie et l'impossibilité pour les Etats rivaux de former un gouvernement mondial ; la contradiction entre le caractère social de l'économie et la propriété privée des moyens de production ; l'antagonisme entre l'augmentation constante de la production et les limites de la planète...

Le système ne résout pas ces problèmes : il les pousse devant lui, les rendant ainsi encore plus inextricables. Les exemples sont légion. L'endettement comme « solution » de la contradiction entre la baisse de la part des salaires dans le PIB et la vente d'une masse croissante de marchandises a entraîné la crise financière de 2008 ; le sauvetage des banques par les Etats a entraîné la crise de la dette ; les politiques d'austérité imposées pour tenter de sortir de celle-ci transforment la récession en dépression ; le déplacement du centre de gravité capitaliste vers les pays d'Asie à bas salaires aiguise des rivalités inter-impérialistes qui compliquent encore la « gouvernance mondiale » ; la tentative de juguler la crise écologique en donnant un prix aux ressources renforce l'appropriation de la nature par le capital... donc sa destruction ; etc, etc.

Cette crise entraîne l'humanité vers une inégalité sociale croissante, une misère de masse, un chômage massif permanent, une exploitation renforcée pour le monde du travail, une discrimination aggravée pour les opprimés, en particulier les femmes. Des catastrophes environnementales augmenteront le chaos et approfondiront l'injustice. Les dérives autoritaires seront de plus en plus nettes, les nationalismes et les racismes se renforceront, les risques de guerre s'aiguïseront...

L'impasse de la « relance »

Pour éviter ces périls, il serait illusoire de miser sur un changement de politique capitaliste. Le capitalisme néo-keynésien plus écologique et plus « social » est un vœu pieux. En effet, changer de modèle nécessiterait un affrontement avec la finance ainsi qu'avec les trusts qui

Il est temps de rallumer l'anticapitalisme

Écrit par Daniel Tanuro

Jeudi, 09 Février 2012 23:32 - Mis à jour Jeudi, 09 Février 2012 23:38

exploitent les énergies fossiles (ou qui en dépendent). Il en découlerait une baisse généralisée du taux de profit, inconcevable pour les capitalistes. Par conséquent, la bourgeoisie ne peut qu'approfondir ses recettes néolibérales. Elle invoque pour cela des lois économiques incontournables, mais son choix est politique. C'est un choix de classe, cynique et cruel.

L'exemple de l'Union Européenne est éclairant: comme les économies de la zone vendent 80% de leur production au sein même de l'Union, une politique de grands travaux publics écologiques créateurs d'emploi serait envisageable... Mais la finance n'en veut pas et les gouvernements complices n'ont qu'un objectif : briser ce qui reste des acquis sociaux. Pour ce faire, ils veulent casser toute résistance, affaiblir toute organisation qui ne se laisse pas récupérer.

Le front commun syndical demande un « plan de relance pour des emplois de qualité ». C'est une voie sans issue. D'abord, « créer des emplois de qualité » est ambigu : il faudrait plutôt exiger d'en finir avec le chômage structurel massif (23 millions de victimes dans l'Union Européenne !). Mais surtout, aucune politique d'emploi digne de ce nom n'est possible sans briser la finance (puisque celle-ci n'investit que si son *return* est de 11% ou plus, préférant spéculer si ce n'est pas le cas).

Briser la finance

Briser la finance implique de nationaliser le secteur du crédit pour le mettre au service de la collectivité (sans indemnité ni rachat des gros actionnaires). On objectera que cette revendication est hors d'atteinte dans les rapports de forces actuels. OK, mais il s'agit de la mettre en perspective et de la populariser. Le monde du travail perçoit bien que les banques exercent une dictature sociale et politique - la démocratie représentative ne fait même plus illusion. L'indignation contre les banquiers ne demande qu'à se transformer en révolte.

« Là où il y a une volonté, il y a un chemin », disait Lénine. Si le mouvement syndical le veut, il peut gagner la société à l'idée que le crédit est un bien commun, un service public. Comment faire ? Par une campagne active de dénonciation du pillage organisé par les financiers, couplée à la mobilisation pour des demandes immédiates. Or, à cet égard, le cahier de revendications syndical est très insuffisant. Il demande « une régulation renforcée et effective du monde financier et bancaire ». Il faut être beaucoup plus précis: interdire les fonds spéculatifs et la titrisation des créances, instaurer un contrôle des mouvements de capitaux, taxer les transactions financières, interdire définitivement (et pas seulement pour six mois) les ventes à

découvert, qui permettent la spéculation sur titres, supprimer les paradis fiscaux...

Jeter un pont

La dénonciation des dettes illégitimes est la revendication clé pour jeter un pont entre ces demandes immédiates et la nationalisation du crédit. Depuis 2008, l'Etat a sauvé Fortis, Dexia, etc. Ce sauvetage n'est rien d'autre que la transformation en dette publique de dettes privées que les capitalistes refusent de payer. Selon la Cour des comptes, la collectivité y a perdu 17 milliards. L'affaire n'est pas terminée, car les garanties publiques accordées aux banques (pour leurs titres toxiques) se chiffrent à 130 milliards (40% du PIB !). Il en résulte un alourdissement de la dette, qui fait baisser la note de la Belgique et grimper les taux d'intérêt.

Face à cela, le front commun syndical revendique des mesures pour « une participation renforcée des fortunes, des revenus mobiliers et des entreprises ». Très bien. Mais les détenteurs de fortunes sont les principaux créanciers de l'Etat. Les ponctionner pour payer les intérêts sur la dette revient à... prendre l'argent aux riches pour le rendre aux riches. C'est évidemment absurde ! Il faut donc séparer deux choses. 1 °) la taxation des fortunes : elle doit servir à satisfaire les besoins sociaux et écologiques en refinançant les services publics et l'enseignement. 2 °) La dette : il faut l'auditer, annuler les dettes illégitimes et, entre-temps, décréter un moratoire sur les remboursements.

Grâce à leur implantation dans le secteur bancaire, les syndicats ont les moyens d'alimenter cet audit de la dette. Celui-ci montrerait concrètement à la population qu'elle est plumée par des bandits en cravates, avec la complicité du gouvernement. Alors, la nationalisation du crédit n'apparaîtra plus comme une lubie « idéologique » mais comme une nécessité évidente, pour des raisons économiques, politiques et éthiques.

Le même type de démarche est applicable pour gagner la majorité sociale à l'idée que l'énergie est un bien commun et que le secteur énergétique doit être nationalisé, dans l'intérêt de la collectivité, de l'emploi et de l'environnement, donc des conditions d'existence des générations futures.

Réduire le temps de travail

Il est temps de rallumer l'anticapitalisme

Écrit par Daniel Tanuro

Jeudi, 09 Février 2012 23:32 - Mis à jour Jeudi, 09 Février 2012 23:38

La question de l'environnement soulève une autre raison pour laquelle les syndicats se fourvoient en demandant un « plan de relance » : la crise écologique. En effet, relancer le capitalisme, c'est inévitablement relancer le pillage des ressources telles que les combustibles fossiles, cause principale du changement climatique. Comme ces combustibles couvrent 80% des besoins énergétiques, et que le nucléaire n'est pas une alternative (Fukushima!), il n'y a pas à tortiller : au lieu de miser sur la relance de l'économie marchande, le mouvement syndical devrait s'inscrire dans la perspective d'une économie qui produit en fonction des besoins sociaux démocratiquement déterminés, et dans le respect des limites naturelles.

Les conséquences terribles du réchauffement climatique en font une question sociale (ou écosociale) cruciale qui rend encore plus urgente une alternative au productivisme capitaliste. Le mouvement syndical doit mettre en avant des revendications concrètes. La plus importante est la réduction radicale du temps de travail, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire et diminution des cadences. C'est LA réplique au projet capitaliste d'allongement du temps de travail (sur la semaine, l'année, ou la carrière), et LA demande écosocialiste par excellence. Le cahier de revendications syndical, hélas n'en dit pas un mot...

« Il est grand temps de rallumer les étoiles », disait Apollinaire. Il est grand temps de remettre en avant les revendications anticapitalistes clés : nationalisation des banques et de l'énergie, et réduction du temps de travail. Il est grand temps d'élaborer des stratégies pour que ces idées s'emparent des masses. Car quand les idées s'emparent des masses, elles deviennent des forces matérielles.